



*Olga Noelivao Phan Van Hien*

# La protection de l'enfant à Madagascar

Accompagner la lutte contre la maltraitance

Questions d'enfances

KARTHALA - 

© Centre FOI & JUSTICE – Éditions KARTHALA,  
2017 (FOI & JUSTICE) : ISBN : 979-10-91816-20-5  
(KARTHALA) : ISBN : 978-2-8111-1764-1

**Olga Noelivao Phan Van Hien**

# **La protection de l'enfant à Madagascar**

**Accompagner la lutte contre la maltraitance**

*Préface d'Hélène Bezille*

**Éditions KARTHALA**  
**22-24, bd Arago – 75013 Paris**

**Centre Foi & Justice, III M 33 K**  
**Andrefan'ambohijanahary, Antananarivo**



## Préface

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage d'Olga N. Phan Van Hien de quoi nourrir sa réflexion et son action, et matière à initiative pour ce qui touche aux droits de l'enfant, en particulier à la lutte contre la maltraitance.

Ayant accompagné la production de la thèse en Sciences de l'Éducation à laquelle a donné lieu ce travail de recherche-action au long cours, je peux témoigner de l'engagement inconditionnel d'Olga N. Phan Van Hien dans un projet aux enjeux d'importance, à Madagascar et au-delà : identifier les leviers possibles d'une transformation des pratiques de la protection de l'enfance.

« Engagement » et « témoignage », ces deux mots clés font la signature de la posture de l'auteure, qui a une longue expérience professionnelle dans le champ de la protection de l'enfance, ainsi qu'une pratique reconnue de chercheure en éducation. Une des qualités de cet ouvrage est ainsi d'être le produit d'une exigence : rendre visible le point de vue de l'ensemble des acteurs impliqués et, notamment, des acteurs invisibles que sont les populations les plus pauvres – habituellement « parlées par les autres ». Cette exigence ne sacrifie en rien à l'exigence de rigueur dans le rassemblement des données, dans les analyses proposées, dans les lectures convoquées.

Ce double ancrage permet de saisir l'art de l'auteure à conjuguer analyse et mobilisation de récits d'expérience de celles et ceux qui sont concernés au plus près par la violence

faite aux enfants. Cette posture éthique contribue à la richesse de cet ouvrage, dont les analyses et propositions sont toujours étayées sur des témoignages recoupés, corroborés dans le cadre d'une enquête prolongée. Le soin apporté à décrire l'existant contribue ainsi à mieux identifier les leviers possibles de la transformation des pratiques. En résumé, c'est ici la production d'une chercheuse engagée, attentive tout à la fois aux enjeux scientifiques, professionnels, sociaux et politiques de son analyse.

Le chercheur-témoin est aussi celui qui circule entre les points de vue, au plus près du terrain. À cet égard, une grande qualité de l'ouvrage est d'être le produit de cette circulation. L'auteure connaît intimement les univers politiques, institutionnels, professionnels et communautaires impliqués dans le traitement de la question de la maltraitance des enfants. Dans le même sens, sa connaissance du terrain aux différents niveaux lui permet d'attirer l'attention sur les dimensions locales, nationales et internationales de la protection de l'enfance, sans minimiser la complexité de la conjugaison de ces différents niveaux.

L'auteure ne fait pas de concession dans son « état des lieux » concernant les droits de l'enfant à Madagascar : la communauté et la solidarité qui l'organisent sont au cœur de la culture malgache, précise-t-elle, mais sont soumises aux aléas de l'histoire de la Grande Île. La solidarité qui faisait la force de la communauté (*fokonolona*-collectivité et *fihavanana*-solidarité) se trouve fragilisée par les effets de la modernisation et de la mondialisation. Madagascar apparaît aujourd'hui comme « un pays riche avec une population qui vit dans la misère ».

Dans ce contexte, les facteurs principaux de maltraitance sont identifiés dans une éducation traditionnelle répressive, à quoi s'ajoutent la précarité socio-économique et l'instabilité politique. Émerge alors, par l'intermédiaire des organisations internationales, une nouvelle représentation de l'enfant à travers la notion de « droits de l'enfant ». Cette analyse conduit à identifier une ligne de tensions entre les représentations des organismes internationaux et les représentations communautaires

concernant l'enfant. L'exemple des coups (mode éducatif pour la communauté, atteinte aux droits de l'homme pour une organisation internationale) illustre cette tension.

Olga N. Phan Van Hien nomme les problèmes sans concession et rend visible le rôle de la communauté dans la société malgache en général et dans l'éducation de l'enfant en particulier. Si une des causes de la maltraitance est à chercher dans la culture communautaire, la « résilience », sortie de cette dépendance, n'est-elle pas à chercher également de ce côté-là ? Pas de stigmatisation de la communauté donc, mais la complexité des processus en jeu fait l'objet d'une attention particulière de l'auteure. Ainsi, l'accompagnement de la résilience, enjeu important en relation avec la promotion des droits de l'enfant, doit répondre à certaines conditions pour favoriser une sortie de la maltraitance.

Quelles conditions ? L'hypothèse avancée est que cet « accompagnement » favorise le développement d'une dynamique de résilience, s'il prend acte de l'existence de potentialités chez les acteurs concernés, au moyen du « dialogue communautaire ». La communauté, qui cautionne certaines formes de violence au nom de ses valeurs, porte aussi en elle les principes de son « auto-transformation ». À titre d'exemple, l'auteure décrit l'accompagnement d'une communauté villageoise vers un changement d'attitude vis-à-vis des enfants. Cette étude de cas témoigne d'une connaissance précise et approfondie de la communauté, lieu de conflits importants autour de ces enjeux. La constitution de groupes de femmes pour lutter contre la maltraitance devient source de tensions entre hommes et femmes, les hommes trouvant inutile la mobilisation des femmes. Cet exemple montre comment la communauté, par l'accompagnement « naturel », peut améliorer par ses propres moyens la vie de l'enfant et de sa famille. Il interroge et bouscule ce qui fait lien dans la communauté et qui, dans le même temps, est source de ses difficultés invisibles. Chemin faisant, apparaissent le pouvoir du collectif, ses potentialités et ses effets imprévus (comités de femmes, conséquences sur le couple et sur la santé des enfants...).

Contribution à une approche communautaire de la résilience, l'ouvrage s'avère très utile à l'analyse des microprocessus de transformation des représentations dans une action collective, et rendra service aux professionnels de l'intervention sociale. La dimension culturelle du problème suggère notamment des solutions qui passent par l'intervention de ce niveau culturel : l'accompagnement doit prendre en compte l'ancrage collectif et culturel du processus de résilience, piste qui ouvre à une approche plus anthropologique de l'accompagnement.

Un grand intérêt de l'ouvrage est donc d'identifier un modèle d'accompagnement qui ne sous-estime pas la complexité des processus en jeu, et la prend en compte de façon précise et étayée, se démarquant d'une conception duelle de l'accompagnement (un accompagnateur et un assisté). Il nous conduit à identifier différents niveaux de l'accompagnement de la protection de l'enfant, et à ne pas négliger les difficultés posées par la coordination entre ces niveaux : à partir de la communauté, sont explorés le rôle des autres niveaux d'accompagnement et leurs effets sur la communauté et l'enfant lui-même.

Si l'insuffisance des moyens affectés à la protection de l'enfant est flagrante, d'autres problèmes d'organisation sont ici soulignés : absence d'une politique affirmée de protection de l'enfance, manque de collaboration entre les membres des « réseaux », conflits entre le droit et les coutumes. Se trouvent également interpellées les représentations institutionnelles de l'accompagnement qui inscrivent la lutte contre la maltraitance dans une logique de l'assistanat. L'ouvrage met bien en évidence la nécessité d'une transformation des représentations relatives aux populations en situation de précarisation de leurs conditions matérielles de vie, représentations qui sous-estiment les potentialités de mobilisation dans la transformation des pratiques avec un accompagnement adapté.

Il s'agit là d'un champ d'intervention et de réflexion peu développé mais très prometteur, propre à mobiliser les différents acteurs – notamment les institutions internationales attentives à « l'éducation informelle » et aux processus d'autoformation qui



soutiennent celle-ci. Ce champ est également prometteur au-delà de Madagascar : les phénomènes d'appauvrissement et de ségrégation géographique et sociale n'appellent-ils pas, dans de nombreuses régions, des réponses qui prennent en compte les potentialités des communautés et l'accompagnement de leur autoformation ? De ce point de vue, l'ouvrage ouvre des pistes très prometteuses.

Pour toutes ces raisons, il est à souhaiter que ce travail ait toute la publicité qu'il mérite.

Hélène BEZILLE  
Professeure des Universités-Sciences de l'Éducation  
Université Paris Est Créteil (UPEC)  
Laboratoire LIRTES EA 7313  
Courriel : [helene.Bezille@u-pec.fr](mailto:helene.Bezille@u-pec.fr)



# Introduction

Peu d'études ont été réalisées à ce jour sur la maltraitance des enfants à Madagascar. Tout se passe comme si elle n'existait que dans le silence, à l'abri des regards, et qu'il était difficile, voire malvenu, d'en parler. En débattre, représenterait pourtant une évolution considérable, ouvrant aux échanges le champ du non-dit, ce à quoi cet ouvrage a l'ambition de contribuer. Nous présenterons donc ici ce que l'on peut connaître actuellement de la réalité de la violence envers les enfants à Madagascar, de ses effets et surtout de ses causes multiples. Car il est essentiel de l'analyser correctement si on veut élaborer une stratégie efficace pour lutter contre la maltraitance.

On observe pourtant des signes de changement. La préoccupation de « protéger » l'enfant commence à se faire jour. Elle résulte principalement de l'effort de l'État malgache, encouragé par les organismes internationaux, pour mettre en œuvre la Convention des droits de l'enfant signée par lui en 1991. Une multitude de textes officiels en témoignent, qui ne sont pas toujours appliqués sur le terrain. Nous verrons notamment ce qu'il en est de l'organisation en réseaux préconisée par le ministère de la Population et des Affaires sociales pour mettre en œuvre cette convention, et plus particulièrement le droit des enfants à être « protégés ».

Plus intéressante est la mutation silencieuse qui commence à apparaître autour de l'enfant. Traditionnellement attendu avec impatience pour perpétuer le nom, apporter sa contribution à la survie économique de la famille et assurer la continuité du culte

des ancêtres, mais « instrumentalisé » au service de ses aînés, l'enfant commence à mobiliser les acteurs et à intéresser les médias. L'enfant roi, l'enfant désiré, choisi, précieux, mais aussi l'enfant au travail, l'enfant domestique, victime, rejeté, coexistent dans la Grande Île : est-ce l'indice d'une modification dans une représentation de l'enfant qui peine à émerger ? Contribuer à construire une vision collective nouvelle de l'enfant, propre à la société malgache et qui soit en rupture avec la vision traditionnelle, constitue une autre ambition de ce livre. Car l'enjeu d'une telle vision collective, indispensable pour que la protection de l'enfant et la lutte contre la maltraitance deviennent l'affaire de tous, conditionne l'avenir de nos enfants, mais aussi l'avenir de tout Madagascar.

La première étape de la lutte contre la violence envers les enfants suppose que sa réalité soit connue. Même si le sujet reste tabou et qu'il est difficile de recueillir des données précises sur la maltraitance, il faut les faire connaître pour que la protection des enfants devienne la préoccupation de tous. Les études réalisées et les observations qui remontent du terrain s'accordent sur un point : la violence contre les enfants augmente dangereusement dans les familles, à l'école, dans les établissements et centres de rééducation, sur les lieux de travail et dans les quartiers. Et ce, quels que soient la culture, la classe sociale, le niveau d'éducation et de revenu ou l'origine ethnique des parents et des membres de la communauté. Les enfants sont les premières victimes des crises répétées vécues par le peuple malgache, ces dernières années, sur les plans politique, économique, social et culturel.

Mais les données, si elles sont indispensables pour prendre la mesure du phénomène et de sa complexité, ne suffisent pas. Il faut en comprendre les mécanismes et l'enchevêtrement des facteurs qui produisent cette escalade de violence dont sont victimes adultes et enfants, ces derniers plus gravement du fait de leur vulnérabilité. Au-delà d'une situation économique et sociale catastrophique, la confrontation de la modernité avec une culture traditionnelle fortement ancrée déstabilise familles et individus. Il convient alors, sans céder au découragement,

d'anticiper les effets de cette maltraitance sur la santé physique et psychologique de ceux qui l'ont subie et, à plus long terme, sur le développement de l'ensemble de la société malgache.

Reconnaissons toutefois les progrès réalisés depuis une vingtaine d'années par la Protection de l'enfant. Impulsée par les organismes internationaux, en particulier depuis la signature par l'État malgache en 1991 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, elle s'appuie sur une solide tradition malgache de solidarité, le *fihavanana*<sup>1</sup>, en même temps que sur l'aide traditionnellement apportée par les Églises à l'enfance abandonnée. Les efforts du ministère de la Population et des Affaires sociales, certes insuffisants eu égard aux besoins, ont produit une organisation en « réseaux » qui a le mérite d'associer les différents acteurs concernés par l'enfant et sa protection. Avec l'appui de nombreuses ONG, la formation d'un certain nombre d'intervenants sociaux est également à mettre à son actif. Effet important de cette mobilisation, une nouvelle sensibilité collective à l'égard des enfants commence à s'éveiller. La maltraitance, jusqu'ici vécue dans le silence, devient un problème social national, sinon au niveau des familles pour lesquelles la survie au jour le jour reste la priorité, du moins pour un ensemble de partenaires qui collaborent, tout en s'érigant en porte-parole parfois exclusifs de cette cause. Le développement des dialogues communautaires au niveau des villages est aussi une source d'espoir pour construire un consensus, une vision commune de l'enfant, de ses besoins et des conditions de son développement.

Il n'empêche, la mise en œuvre des mesures préconisées pour protéger l'enfant rencontre de nombreux obstacles. Sans les détailler ici, citons la diversité des points de vue des acteurs

---

1. La notion de *fihavanana* n'a pas d'équivalent en français. Robert Dubois in *Olombelona*, p. 10, souligne que *fihavanana* vient de *havana* (parent). Il se réfère, en réalité, dans la communauté parentale, à une manière spécifique de penser et de vivre les relations interpersonnelles. Et Jean-Claude Perrin, in revue *Fokonolona* n° 7, p. 103, donne deux sens distincts : « il est parenté dans son sens réel, il est lien de cohabitation au village dans son sens fictif ».

(professionnels, parents, intervenants, etc.) sur les droits de l'enfant et sur ce qui est « le mieux » pour lui, la tentation des intervenants sociaux à considérer les parents comme incompetents, voire coupables, l'absence d'une vraie politique de protection de l'enfant au lieu d'un empilage de mesures, la difficulté à coordonner les multiples acteurs internationaux qui œuvrent sur le territoire, l'absence cruelle de moyens.

Ces difficultés s'expliquent par la situation politique et économique de Madagascar, mais aussi par l'histoire et par des considérations culturelles. Ainsi, certaines pratiques sont considérées par les uns comme une exploitation de l'enfant, par les autres comme constitutifs de son éducation. Comment mettre en place une protection de l'enfant qui tienne compte du contexte socioculturel, qui ne soit pas culpabilisante pour les parents et les communautés ? Que signifie la construction sociale d'un problème « enfants maltraités », qui suppose implicitement « parents maltraitants » et « communauté maltraitante » ?

En dépit des mutations de la société malgache, familles séparées, familles recomposées, la famille reste le lieu privilégié du développement de l'enfant. C'est donc au niveau de la famille et de ses représentations de l'enfant qu'il est important d'intervenir. Une étude sur le développement des enfants de 0 à 6 ans et sur les pratiques parentales souligne que ces représentations commencent à évoluer. L'école, la protection maternelle et infantile et l'influence des médias contribuent à construire cette vision collective de la place de l'enfant dans l'avenir de Madagascar, dont nous avons dit qu'elle était essentielle pour que la protection de l'enfant devienne l'affaire de tous. La pratique des dialogues communautaires, souvent initiés par les intervenants sociaux quand se produit un fait de maltraitance dans un village, est un élément positif, surtout si elle permet aux participants d'exprimer leur point de vue personnel, ce qui constitue un véritable changement culturel !

Dans ce contexte encore très confus, contrasté mais prometteur, le concept d'accompagnement prend un intérêt particulier. La dernière partie de cet ouvrage y est consacrée, tant sur les fondements de cette nouvelle « façon de faire » du social

(cheminer avec sollicitude aux côtés de la personne en difficulté), que sur les différentes formes qu'il peut prendre pour ce qui est de l'accompagnement de l'enfant : accompagnement « naturel » des parents et de la communauté autour de l'enfant, accompagnement « psychosocial » plus particulièrement centré sur l'écoute et le suivi sur le long terme de la personne en difficulté, accompagnement « institutionnel » qui, nécessairement, complète et encadre les deux autres.

Le chemin de l'accompagnement, dans le cadre de la maltraitance, n'est pas tracé comme celui du pèlerin qui se dirige vers un endroit connu, et qui peut estimer le temps nécessaire en fonction de l'éloignement et de la distance parcourue chaque jour. S'il en était ainsi, ce serait relativement aisé. Mais le chemin de l'accompagnement est loin d'être balisé ; il s'annonce difficile et parfois impossible à repérer : tantôt on le trouve, tantôt on se perd, il faut sans cesse le retrouver. Dans la société actuelle, où tout se mesure sous l'aune de l'efficacité et des résultats tangibles, le chemin de l'accompagnement devient un véritable parcours du combattant.

Cet ouvrage plonge ses racines dans les expériences vécues au long de quinze ans de vie professionnelle comme assistante sociale. Ces expériences de terrain, nécessairement fragmentaires, ont été soumises aux outils méthodologiques de la recherche en sciences sociales et mises en forme, pour donner des résultats susceptibles d'être partagés. Ce travail ayant été mené au moyen de la « recherche action », c'est en relatant les expériences les plus significatives que sera abordée la question de la maltraitance. Mieux que des propos abstraits, elles montreront comment, à partir d'événements imprévus, émergent des intuitions, se dessine une pratique et se construisent des convictions dans l'attention à la parole et à l'expérience de l'autre – plus que dans la certitude de son propre savoir.





# 1

## Les expériences de terrain

Assistante sociale de formation, j'ai toujours eu la préoccupation du mieux-être des enfants en cherchant comment améliorer leurs conditions de vie, favoriser leur épanouissement pour qu'ils deviennent des êtres humains et des citoyens à part entière. Parmi mes expériences de terrain, je développe ici celles qui m'ont le plus marquée pour répondre à cette question qui m'a longtemps laissée démunie.

### Construire des expériences communes

C'est dans un Centre de Protection Maternelle et Infantile, à Antsirabe et douze villages alentour, où j'ai travaillé comme directrice de 1985 à 1993, que j'ai découvert l'enfant, sa fragilité et ses besoins. Le programme du centre, en partenariat avec Catholic Relief Service (CRS)<sup>1</sup> a touché 950 femmes et

- 
1. Un rapport annuel est envoyé par le centre à CRS concernant la régularité des mamans à venir pour la pesée et les vaccinations ; le suivi et l'application des formations sur la planification familiale, le budget familial, la nutrition équilibrée de l'enfant de 0 à 5 ans, le

1 200 enfants de 1 mois à 5 ans. Il s'agissait de mettre en place des dispositifs pour soutenir, prévenir et assurer le développement de l'enfant. L'évolution des connaissances dans le domaine de la vie prénatale, des relations précoces entre le bébé et ses parents a obligé aussi l'équipe du centre à repenser l'éducation et la prévention.

Ce contexte a permis de découvrir combien l'enfant avait besoin de l'attention et du contact de ses parents ou de l'adulte responsable de lui ; d'observer sa prédisposition à une vie sociale dès la naissance ; et de constater qu'il prend conscience de lui-même et des autres par le contact physique, lorsque la maman le prend dans ses bras ou dans le dos pendant les travaux des champs, ou par les paroles et les regards qui lui sont adressés. Une chose surtout était frappante : dès leur plus jeune âge, six, huit ans, parfois moins, garçon ou fille prennent complètement en charge leur petit frère ou leur petite sœur, le (la) porte sur le dos, lui donne à manger, le (la) change, le (la) garde, vivant ainsi des situations de responsabilité d'adulte.

L'observation et les échanges sur les conditions de vie de la collectivité ont permis de saisir le dénuement des familles mais aussi la grande diversité entre villages. Pourtant, même si l'équipe du centre pratiquait une approche individuelle des mamans qui venaient avec leurs enfants, on pouvait repérer de nombreux points communs dans les situations de ces enfants quand ils partageaient les mêmes conditions de vie.

C'est à l'occasion d'une épidémie de gale, dont la majorité des enfants étaient atteints, que ces intuitions ont pris forme. Non seulement il n'y avait pas suffisamment de médicaments, mais de nombreuses familles n'avaient pas les moyens d'y accéder. C'est l'arrivée d'une maman en pleurs qui a tout déclenché. Elle a apporté son bébé de trois mois dont la peau des bras et des mains était en sang et l'a déposé dans mes bras. C'était le cri du cœur ! Le regard du bébé m'a rassurée lorsque j'ai hâtivement enlevé ses vêtements, m'attendant au pire, pour voir l'état du

corps où il n'y avait que des petits points rouges éparpillés. Dans ma hâte, je ne me suis pas rendue compte que les femmes faisaient un grand cercle silencieux autour de l'enfant. L'état des bras de l'enfant avait tétanisé tout le monde. Qu'allions-nous faire ? Le silence intense continuait comme si chacune imaginait la souffrance du bébé, puis une femme a dit : « j'ai essayé des plantes et cela marche sur mon enfant ». Les propositions ont fusé. Des mères avaient utilisé les mêmes plantes comme eau savonneuse pour le bain du bébé avant de le rincer dans de l'eau bouillie, d'autres avaient lavé tous ses vêtements, les avaient mis au soleil et les avaient repassés... Moins d'une heure après, tout était prêt pour le bain de l'enfant. Pendant trois jours, toutes les femmes concernées ont suivi cette aventure et nous avons pu constater une nette amélioration de l'état du bébé. Elles ont su trouver ensemble des solutions pour lutter contre la gale et ont relevé le défi de l'éradiquer pour tous les enfants du centre et de partager ce savoir-faire avec les familles autour d'elles.

Renforcées par cette expérience commune, d'autres initiatives ont vu le jour. Les femmes se sont organisées elles-mêmes par quartiers ou par villages. Chaque groupe s'est concerté, a repéré ses besoins, exprimé des souhaits pour un mieux-être de leurs enfants :

- créer un budget de soutien pour encourager les familles à amener un enfant malade au dispensaire et conduire, pour accoucher, les mamans à la maternité,
- échanger leurs expériences sur l'éducation de l'enfant,
- préparer l'entrée à la maternelle ou à l'école,
- discuter entre elles d'activités socio-économiques possibles.

Des projets propres à chaque quartier ou chaque commune ont été élaborés : jardin potager, grenier à riz, tissage, couture, etc. L'objectif de chaque projet était d'améliorer les conditions de vie afin de favoriser la protection et le développement de l'enfant. Ainsi, un groupe de femmes a livré une véritable bataille pour construire un barrage destiné à irriguer une superficie de 545 hectares de rizières. Elles ont réussi, non sans mal, à convaincre les autorités, à obtenir leur accord écrit et à mobiliser leur village pour réaliser ce projet.

Pour mieux comprendre la complexité de la question de l'amélioration du bien-être des enfants et la nature des résistances qu'elle suscite, nous suivrons ce groupe formé d'une vingtaine de femmes et de quarante enfants. Il s'agit d'un des villages où la mortalité infantile est particulièrement importante, les enfants y ont un poids critique et leurs vaccinations sont irrégulières. La malnutrition est tellement habituelle que les familles n'ont pas conscience que leur propre enfant est malnutri. Autour d'elles, tous les enfants se ressemblent : petits, souvent malades, ils risquent la mort en bas âge, ce qui explique l'attitude apparemment passive des familles face à la mort de l'enfant. Que faire contre l'inéluctable ? Pourquoi prendraient-elles des mesures de prévention, et lesquelles ? Pourquoi feraient-elles suivre leur enfant au centre ? Il ne va pas plus mal que les autres. Certes, elles éprouvent beaucoup de souffrance à la mort de l'enfant : mais « il est mort de diarrhée, on n'y peut rien, c'est comme ça, c'est la vie »<sup>2</sup>, disent-elles.

M<sup>me</sup> Mia a pris conscience de ces faits. En tant que déléguée, elle a présenté son groupe de manière ambiguë, avec une pointe de résignation mêlée à une sorte d'attente. Elle a gardé la tête baissée, ne s'adressant à aucune personne en particulier, en disant :

« nous sommes des pauvres, nous travaillons chaque jour dans nos champs. Nous ne nous occupons pas particulièrement

- 
2. Pendant deux ans, entendre cette parole de la famille m'a tellement étonnée que plusieurs fois en équipe, je suis revenue sur cette question : pourquoi la diarrhée chez les tout-petits est-elle toujours mortelle ? Dans ses réponses, l'équipe a surtout insisté sur *l'importance du suivi régulier de la croissance d'un enfant* pour prévenir la malnutrition dont le premier signe est le ralentissement de la courbe de poids. Au moment précis de l'infléchissement de la courbe, l'équipe doit agir rapidement par des conseils nutritionnels adaptés. Quand la malnutrition s'installe avec ses complications (infections fréquentes pouvant entraîner la mort, retard du développement, retard de taille), il est plus difficile d'agir car des séquelles pourront subsister. L'enfant est alors orienté vers l'hôpital. Le rôle de l'équipe est de sensibiliser les parents sur ces points importants. L'équipe s'est investie dans un travail d'interprétation et d'analyse en fonction de chaque cas particulier.

de nos enfants, ils vont aux champs avec nous et les petits restent avec les grands-parents. L'école se trouve à une heure de notre village – à six ans, les enfants sont trop petits pour marcher une heure à pied et ne peuvent pas aller dans le froid, ni dans la pluie –, nous les envoyons quand ils ont huit ans. Après deux ans à l'école, ils n'acceptent plus d'y aller car dans leur classe, il n'y a que des tout-petits, alors ils viennent nous aider aux champs. Nous avons peur d'amener nos enfants au dispensaire pour les vaccinations. C'est la première fois que nous venons dans un centre comme ici et nous aimons la réflexion sur le développement des enfants. Cependant, nos maris n'acceptent pas notre participation au centre. Ils disent que c'est une perte de temps et nos belles-mères donnent raison à leur fils car, jusqu'ici, les enfants ont été éduqués sans être passés dans un centre. Nous n'avons pas suffisamment de nourriture pour nos enfants et nous ne savons que faire. Pourtant, nous voulons que nos enfants soient comme les enfants des autres groupes du centre ».

J'ai répondu : « après ce partage de la réflexion de votre groupe qui résume bien une réalité de nos villages, qu'allons-nous faire ? » Tous les visages se sont levés et, après un silence, nous avons commencé à discuter sur quelques points. Plus tard, une femme du groupe m'a demandé si vraiment je n'avais aucune solution à leur proposer. Je lui ai répondu que, vraiment, je n'en avais aucune mais que j'étais sûre que nous allions en trouver une ensemble. Suite à cet échange, une décision est prise : faire une réunion au niveau du village pendant laquelle je pourrais parler de la protection de l'enfant et évoquer les problèmes actuels des enfants du village – malnutrition, non vaccination, etc.

Pour préparer cette réunion, je vais visiter le village, lieu spacieux avec des rizières et des maisons espacées les unes des autres. Une source naturelle sert d'eau potable à tout le monde. Lors des échanges avec le président du village, son adjoint, les aînés et les responsables d'Église, chacun à sa manière fait savoir que les villageois sont imperméables à tout changement.

Ils ne vont pas à l'église, ni au dispensaire, ni à l'hôpital, sauf pour mourir, et les enfants ne vont pas à l'école... Ce sont des « sauvages » qui ne connaissent ni l'hygiène ni la propreté. C'est une perte de temps que de vouloir travailler avec ces gens. Ces multiples réactions expliquent en partie l'hésitation du groupe des femmes à faire face au village. Mais les paroles résignées de M<sup>me</sup> Mia (« nous voulons que nos enfants soient comme les enfants des autres groupes ») montrent combien l'influence des autres groupes est importante. Tirillées entre conserver ou modifier la vie sociale de leur village, les mamans souhaitent pourtant que leurs enfants soient « comme les autres ».

Pour cette première réunion, je suis arrivée avec une *neny* (maman) respectée, connue dans plusieurs villages. Les adultes étaient tous présents. Ils ont écouté, puis il y a eu des échanges. Plus d'une fois, ils ont été étonnés des précisions données sur le développement de l'enfant, l'importance des vaccinations, de la propreté, de l'hygiène... afin que l'enfant puisse « *être plus* » que son père selon le proverbe malgache. Les hommes ont évoqué d'eux-mêmes l'insuffisance de leur production qui fait souffrir la famille. Je leur ai proposé de réfléchir au problème – car la superficie de leurs champs est vaste – et de chercher les causes de cette production insuffisante. Lors de cette première rencontre, aucune femme n'a pris la parole. Cette attitude d'attente leur est familière et limite leur influence sur la majorité de la population. M<sup>me</sup> Mia a pris des notes et les autres, sans rien dire, ont suivi attentivement les échanges.

Deux semaines plus tard, M<sup>me</sup> Mia m'a informée de la tenue d'une seconde réunion pour discuter des causes de l'insuffisance de la production. Elle s'est imposée comme leader naturel du groupe des femmes par sa prise de note (elle est la seule qui sache bien écrire dans le groupe, le savoir des autres se limitant à l'écriture de leur nom) et par sa prise de parole au centre. Mais elle est surtout acceptée par les femmes, parce qu'elle sait les inciter à rester en groupe et parce que c'est seulement ensemble qu'elles pourront changer le regard du village sur les enfants.

J'ai accepté cette seconde rencontre sous deux conditions : qu'elle se passe au centre pour réfléchir avec les hommes hors

de leur territoire habituel et que le groupe des femmes participe à la discussion. M<sup>me</sup> Mia a hésité et, en accord avec le groupe, a finalement accepté. Environ cent cinquante hommes et femmes sont venus avec le groupe des mamans du centre. La communauté avait eu deux rencontres après notre passage au village. D'abord les hommes n'avaient pas voulu donner suite à notre réunion mais le groupe de femmes s'est organisé pour visiter deux par deux chaque maison où il y avait les femmes âgées. Ces dernières avaient entendu des échos favorables sur les activités des villages alentours où des membres de leur famille avaient un lien par alliance. Les femmes se sont donc soudées pour provoquer ces réunions.

Mais les hommes ont accepté sous la pression de leurs mères et de leurs épouses. Sentant, dès leur entrée dans la salle, que l'ambiance était tendue, j'ai opté pour une attitude d'écoute. Après les salutations d'usage, leur porte-parole a résumé les éléments essentiels de leurs rencontres : s'ils sont comme ils sont, c'est grâce aux soins de leurs parents, ils pensent que c'est inutile que leurs femmes viennent au centre pour cela. Depuis qu'elles viennent, elles passent leur temps à se réunir au lieu de les aider à faire ce qu'ils leur demandent. J'ai aperçu le regard furieux lancé par les femmes à l'auteur de ces paroles et il s'est arrêté rapidement. Un aîné a repris la parole en s'excusant pour dire avec dignité que le sujet de la rencontre d'aujourd'hui était de réfléchir ensemble sur les causes de l'insuffisance alimentaire. Selon leur analyse, la récolte ne dure que six mois et souvent ils n'arrivent ni à stocker des semences ni à en acheter, car tout a été consommé. Ils n'ont pas de matériel adéquat pour travailler la terre. Chaque famille, pendant quatre à cinq mois environ, doit assurer sa survie autrement et c'est surtout durant cette période que les enfants perdent du poids et sont les plus fragiles. Comme tout était dit, il s'est rassisi.

Après un temps de silence, ne sachant moi-même comment avancer, j'ai demandé si les femmes avaient des précisions à apporter. M<sup>me</sup> Mia se lève doucement et se tourne vers les aînés : « les femmes sont conscientes de ce que vous dites, mais les enfants ont faim et ils souffrent, donc qu'allons-nous faire ? » À